

Débats

À propos de *Faire de l'histoire au Québec* (R. Rudin)

La fabrication de l'histoire*

•••

Yves Gingras
Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, 294 p. Traduction française : *Faire de l'histoire au Québec*, Sillery, Septentrion, 1998, 278 p.

Comme vous je déplore [...] cette tendance à prendre constamment le contre-pied de ce qu'ont écrit les historiens d'hier [...]. Comme vous, j'ai peur que leur esprit de système — qui n'a pas beaucoup à voir avec la méthode scientifique — fausse complètement leur travail!

Lionel Groulx à Léo-Paul Desrosiers, 8 janvier 1958.

De nos jours, la compétition est féroce dans le champ universitaire. Les intellectuels et leurs éditeurs cherchent sans cesse de nouvelles manières de rendre leurs produits plus visibles au sein d'une communauté de lecteurs qui rapetisse comme une peau de chagrin, ces derniers étant déjà submergés par les nombreuses publications de leur propre spécialité. Alors que nous étions habitués de voir des ouvrages encensés pour leur originalité, la rigueur de leur analyse ou leur érudition, les jaquettes des livres insistent aujourd'hui davantage sur leur caractère « provocant ». Mais Howard Stern aussi est « provocant », et cela ne garantit pas la qualité de ses interventions...

Les Presses de l'Université de Toronto nous proposent donc le dernier livre de Ronald Rudin, comme étant une étude « provocante » « that questions the consensus among historians over the past twenty-five years [rien de moins !] that Quebec had long constituted a "normal" society ». Doit-on conclure, malgré l'usage des guillemets, que si le Québec n'était pas « normal », il était « anormal », quel que soit le sens possible de ce terme psychologique appliqué à l'ensemble d'une société. D'ailleurs, même le lecteur le plus zélé ne trouvera pas de définition de la *normalité* dans cet ouvrage.

L'objectif de Rudin était de présenter « a comprehensive analysis of Quebec historical writing over the course of the Twentieth Century ». Mais comme le suggère la galerie de portraits du début du livre, son analyse est moins celle d'une *communauté*, avec ses associations, ses congrès, ses revues et ses programmes d'enseignement supérieur que celle des liens entre une douzaine d'historiens reconnus comme « classiques » dans la discipline, auxquels il accole le label, plutôt confus, de « révisionnistes », et qui sont bien sûr les méchants de l'histoire. Même si plusieurs des historiens dont il traite sont toujours vivants, Rudin n'a réalisé aucune entrevue et confirme ainsi que son étude est moins *l'histoire* d'une communauté qu'un pamphlet contre les développements qu'a connus la discipline historique au Québec au cours des trente dernières années.

Les deux thèses principales du livre, assez simples, sont loin d'offrir l'analyse exhaustive de l'historiographie québécoise qui nous a été promise par la maison d'édition torontoise. Tout d'abord, les historiens québécois depuis la Révolution tranquille, étiquetés comme « révisionnistes » par Rudin, auraient fait de leur mieux selon lui pour évacuer les contributions de Lionel Groulx en tant qu'historien *bona fide*. Rudin soutient de plus que ces historiens ont tenté de peindre le portrait du « Québec moderne » à l'image du développement de toutes les autres sociétés modernes, « marginalisant » par ce procédé les chapitres de l'histoire du Québec qui auraient donné à la province un petit air attardé.

Rudin nous indique avec justesse que Groulx a fondé, en 1947, l'Institut d'histoire de l'Amérique française ainsi que la *Revue d'histoire de l'Amérique française*. Ironiquement, en soulignant le caractère *scientifique* de l'œuvre de Groulx, Rudin lui-même se prête au jeu du « révisionnisme », et bien que sa réhabilitation de Groulx soit justifiée, l'auteur pousse un peu loin la « modernité » du chanoine. Après deux chapitres consacrés à la carrière de Groulx, Rudin poursuit avec un chapitre sur l'« approche de Montréal », nationaliste, et même séparatiste, des Séguin, Brunet et Frégault, et un autre sur l'« approche de Laval », de tendance plus fédéraliste, représentée par les Trudel, Hamelin et Ouellet. Rudin évite ici le terme « école », que les historiens québécois ont toujours utilisé, et tente de renverser l'interpréta-

tion dominante en dénigrant l'influence et la qualité du travail des historiens montréalais et en insistant plutôt sur l'originalité et la qualité de leurs rivaux de Québec. Enfin, son dernier chapitre est consacré aux jeunes turcs des années 1960, les méchants « révisionnistes » Louise Dechêne (une figure de transition, selon Rudin) ainsi que le trio Linteau, Durocher, Robert. Endossant une vision strictement ethnique de la communauté historique, l'auteur exclut de son analyse les anglophones qui ont pourtant réalisé d'importantes contributions à l'histoire du Québec, comme John Dickinson, Brian Young, Allan Greer, J. I. Little et Bettina Bradbury, pour n'en nommer que quelques-uns.

Questions de méthode

L'originalité de ce livre tient en fait à la méthode employée : prenant ses distances à l'égard de Carl Berger qui analysait dans son livre devenu classique *Writing of Canadian History*, le développement de la discipline historique au Canada anglais, Rudin préfère l'insinuation à l'analyse. Quand il se trouve en désaccord avec l'avis d'un historien, Rudin utilise sans cesse l'adverbe « curieusement » pour qualifier ses hypothèses et analyses, suggérant ainsi que l'auteur avait des motifs cachés (et peut-être même douteux !). Par exemple, parlant du *Manuel d'histoire du Canada* de Groulx, un recueil de notes qu'il avait préparé pour son cours d'histoire du Collège de Valleyfield en 1905-1906, Rudin écrit qu'il « had received *curiously* scant attention by historians » (p. 22), comme s'il avait dû être étudié. Ce genre d'insinuation est bien sûr applicable à tout ce qui n'a pas encore été étudié. Ayant moi-même souvent écrit au sujet du frère Marie-Victorin, je pourrais, utilisant le procédé rhétorique de Rudin, dire que les historiens qui se sont intéressés à l'entre-deux guerres traitent « curieusement » de Groulx mais jamais de Marie-Victorin !

Commentant le refus de Garneau de modifier son *Histoire du Canada* de 1845 pour répondre aux pressions du clergé, Rudin ajoute que, « curieusement », les commentateurs subséquents, comme Serge Gagnon, ont ignoré ces faits (p. 23). Considérant que la vision pessimiste de Maurice Séguin sur l'avenir des Canadiens français dans sa thèse *La nation canadienne et l'agriculture* aurait été exagérée par ses analystes afin de mieux l'opposer aux vues optimistes de Groulx, Rudin note que cette interprétation pessimiste de Séguin devrait être atténuée, étant donné le ton optimiste de la conclusion de son ouvrage. Il ajoute ensuite : « *curiously*, Jean Lamarre, who insisted on the extent of Seguin's break with Groulx, made no reference to the *significance* of this closing remark, while Jean Blain *conveniently* dismissed it as an exception » (p. 72). En fait, ces auteurs ne croyaient peut-être tout simplement pas que la conclusion de Séguin était aussi « significative » que Rudin le suggère, étant donné la teneur générale de l'œuvre. Quoi qu'il en

soit, aucune raison ne permet d'affirmer que la lecture des uns est plus « curieuse » que celle de l'autre. Jouant ce jeu, on pourrait remarquer que, « curieusement » en effet, Rudin n'insiste pas sur le fait que Groulx lui-même écrivit que Séguin avait « a deep-seated and all-encompassing pessimism » (p. 113), une affirmation qui confirme davantage les remarques de Lamarre et Blain que celles de Rudin.

Véritable *modus operandi*, les insinuations de Rudin tiennent, plus souvent qu'autrement, lieu d'explications. Par exemple, pour décrire la stratégie d'attaque de Frégault contre la politique éditoriale de la *Canadian Historical Review*, qui ne publiait à l'époque que des textes en anglais, Rudin remarque entre parenthèses : « it was curious that Frégault should have chosen to protest before the CHA about CHR policy, since the journal was, and still is, published by the University of Toronto Press, not the CHA » (p. 135). Si Rudin s'intéressait à l'analyse plutôt que de poser des jugements péremptoirs, il aurait compris que cette stratégie, loin d'être « curieuse », était tout à fait sensée, et parfaitement compréhensible puisque la *communauté* des historiens anglo-canadiens aurait pu, par un mouvement collectif, faire pression sur la CHR afin qu'elle change ses politiques, et ce de manière beaucoup plus efficace que par le biais de simples plaintes d'historiens canadiens-français. N'est-ce pas là une hypothèse intéressante ? À tout le moins, elle est plus conforme à la pratique historique que d'insinuer tout bonnement entre parenthèses que l'historien étudié, en l'occurrence Frégault, se comporte « curieusement ».

Un autre aspect de la « méthode historique » d'insinuation mise en œuvre par Rudin est l'usage systématique de verbes actifs, qui suggèrent une stratégie consciente de la part des historiens qu'il analyse. Pour le bénéfice de ses lecteurs, l'auteur devrait expliquer sa technique de clairvoyance qui lui donne accès aux intentions secrètes des acteurs qu'il étudie et qui lui permet de se passer de documents pour soutenir ses allégations. Encore ici, quelques exemples devraient suffire à illustrer mon propos. Commentant l'étude classique des libéraux québécois du milieu du XIX^e siècle, *Les Rouges* de Jean-Paul Bernard, Rudin soutient que la conclusion selon laquelle une vaste base de francophones appuyaient les libéraux, « was *designed* to indicate the weakness of the clerical influence » (p. 186). De la même manière, Rudin nous informe que, dans son étude des syndicats, Jacques Rouillard « was *eager to show* » que les travailleurs québécois avaient, autant que leurs compatriotes des provinces voisines, la volonté de former des syndicats et de faire la grève (p. 186). Également, afin d'« expliquer » l'analyse de Garneau proposée par Serge Gagnon, dont nous avons discuté plus haut, Rudin écrit que « this was *part of a larger strategy of denying* any legitimacy to Quebec historical writing until the arrival of the lay-professional in the 1940s » (p. 23).

S'intéressant par ailleurs aux « révisionnistes » des années 1970 et 1980, il affirme qu'ils étaient « *intent on placing Quebecers in the mainstream of modern capitalist society* » (p. 182). Le moteur de l'action est donc toujours cherché dans une pulsion inconsciente vers la « marginalisation » (un terme souvent utilisé par Rudin) des aspects du passé qui ne s'inscrivaient pas dans l'image positive des années 1960. Ce type de psychanalyse sauvage est bien sûr à l'abri de tout test empirique. Qui plus est, Rudin confond ce que les philosophes des sciences appellent le contexte de justification et le contexte de la découverte. Tout le monde sait pourtant que le choix des sujets de recherche (par exemple, les syndicats plutôt que l'Église, la science plutôt que la politique, les femmes plutôt que l'industrialisation, etc.) est influencé par de nombreux facteurs (origines sociales, contexte social, disponibilité des fonds de recherche, etc.), tandis que les résultats ne peuvent qu'ajouter ou non de nouveaux savoirs. Cependant, Rudin ne s'intéresse pas du tout à la *validité* des résultats obtenus par les historiens, et les réduit à leur contexte social, comme s'ils pouvaient avoir dit tout à fait autre chose et même le contraire, le contexte eut-il été différent. Cette attitude n'est pas sans lien avec le relativisme avoué de Rudin, mais avant de discuter de ces aspects plus philosophiques de son œuvre, je dois aborder quelques autres aspects méthodologiques.

Traduttore traditore ?

D'entrée de jeu, Rudin explique qu'il a traduit lui-même tous les textes du français à l'anglais, de façon à ne pas rendre son œuvre « inaccessible to too many readers » (p. xi). Je ne saurais dire si, ce faisant, Rudin sous-estime les capacités linguistiques de ses collègues canadiens, ou si son jugement reflète une incapacité réelle des historiens du Canada anglais intéressés par l'histoire du Québec à lire le français. Une chose est certaine : Rudin n'est pas très doué pour la traduction des extraits qu'il choisit de citer. N'ayant pu examiner les archives dont il cite certains passages, je me contenterai de donner en exemple la manière dont les sources secondaires sont traitées.

Comparant Groulx à Édouard Montpetit et Marie-Victorin, Rudin cite Marcel Fournier, selon qui la nouvelle génération d'intellectuels « embraced scientific rationality without rejecting a more traditional culture which conveyed a central role to religion » (p. 20). Cette affirmation sur la *centralité* de la religion dans la conscience de cette génération semble en effet servir l'idée de Rudin selon laquelle cette génération était plutôt traditionnelle et continuait à donner à la religion un rôle central. Cependant, ce n'est pas ce que Fournier a écrit et pensé. L'original se lit comme suit : « la nouvelle génération d'intellectuels et de scientifiques ne renonce ni à son ancienne philosophie et ... elle n'abandonne pas pour autant ses convictions religieuses ». Une traduction littérale serait donc, en anglais : « The new generation of

intellectuals and scientists abandons neither its philosophy (Thomism) nor its religious convictions². » Quoique subtile, la nuance demeure importante, car on peut conserver ses valeurs religieuses sans que celles-ci soient nécessairement *au centre* de sa vie. Dawson, une des plus grandes figures scientifiques du Canada et protestant fondamentaliste, a-t-il abandonné sa religion en devenant chercheur ? Bien sûr que non. Pour Marie-Victorin, par exemple, la science et la religion devaient chacune poursuivre leur propre voie. Mais Rudin, qui ne s'intéresse visiblement pas à l'évolution de sa pensée, cite un texte de 1917 qui a l'avantage de soutenir sa thèse, où le Frère des Écoles chrétiennes écrivait que la science ne peut être tout à fait objective, ou poursuivie pour sa valeur intrinsèque. Cette vision statique de la pensée ne tient pas compte du fait qu'après 1920, le Frère a entrepris la promotion de la recherche scientifique désintéressée, et se fit même le défenseur de la théorie de l'évolution au moment même où Teilhard de Chardin était bâillonné par l'Église catholique romaine et où les protestants fondamentalistes se pressaient aux portes du procès de John Thomas Scopes aux États-Unis au cours duquel ce professeur d'école secondaire a été condamné pour avoir enseigné la théorie de l'évolution³.

Dans son commentaire concernant la contribution de Marcel Trudel à l'édition de 1963 de *l'Histoire du Canada par les textes*, Rudin écrit cette fois que Trudel introduisit deux nouveaux documents « *designed to deflect attention from the early 19th century governorship of James Craig* » (remarque ici encore l'imputation de motifs). Afin de bien montrer comment Trudel se distingue de l'« approche de Montréal », Rudin cite son analyse du rôle de l'Église à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle :

During the French Regime, the Church played its normal role, staying clear of any involvement with either agriculture or the settlement of the land ; in the middle of the century, however, it went beyond the spiritual sphere to help French Canadians deal with their social problems (p. 137).

Voici ici la version originale :

Sous le Régime français, l'Église comme telle ne s'est occupée ni d'agriculture ni de peuplement ; l'État jouait son rôle normal. Au milieu du dix-neuvième siècle, l'Église sort de son champ proprement spirituel pour aider les Canadiens français à résoudre leur problème social (p. 231 du premier volume du *Manuel*).

Faut-il croire que Rudin confond État et Église ? Quoi qu'il en soit, la version française du livre contient la même erreur.

Rudin écrit par ailleurs qu'un « recent high school textbook mentioned Groulx "more as a nationalist leader than as a historian" » (p. 18). La structure de cette phrase et la citation qu'elle comprend suggèrent sans ambiguïté que la citation provient du manuel. Or, il n'en est rien. La citation est en fait un commentaire fait par Micheline Dumont dans son

compte rendu du manuel. La phrase aurait dû être : « As Micheline Dumont noted, a recent textbook mentioned Groulx "more as a nationalist leader than as a historian" ».

L'acteur et l'analyste

Rudin semble également éprouver de la difficulté à distinguer le fait d'analyser ou d'expliquer une citation de l'acte de l'avaliser, de l'endosser. Il écrit par exemple que Serge Gagnon « *claimed that Groulx had "hushed up the quarrels between the church and the state"* » (p. 56), alors qu'en réalité Gagnon, commentant une longue citation de Garneau, avait plutôt écrit : « *As Hector Garneau notes, Groulx had hushed up the quarrels between the church and the state* ».

L'utilisation systématique de citations inappropriées, de mauvaises traductions et du mélange des citations avec ses propres reformulations est une technique que Rudin reprend pour commenter un article que j'ai moi-même écrit en 1995. Il écrit qu'« Yves Gingras argues that Quebec historians since the 1960s had turned from polemical writing to scientific research so as to avoid "*being overly influenced by current social or economic concerns*" ». Tout lecteur lisant cette phrase ne pourrait que conclure que la citation constitue mon opinion sur les historiens des années 1960. Encore une fois, il n'en est rien. Cette partie de mon texte traitait du processus sociologique de la formation disciplinaire de l'histoire. Je citais alors un discours de Marcel Trudel, prononcé en 1953, à l'occasion de l'attribution de la médaille Léo-Parizeau de l'Acfas à Guy Frégault et analysais ainsi sa conception de l'histoire : « Trudel défend en somme une histoire érudite fondée sur la recherche et l'argumentation et qui repose justement sur une distance par rapport à la demande sociale ou politique immédiate qui préfère toujours se voir raconter les gloires du passé⁴ ». Je laisse au lecteur le soin d'identifier le segment de cette phrase traduit par Rudin...

Par ailleurs, Rudin, qui tente de démontrer que Serge Gagnon, pourtant un des « méchants » de l'histoire, s'était lui-même distancé des « révisionnistes », écrit que : « Gagnon recognized that he would be taken to task by the revisionist historians, who preferred to see Catholicism as "*no more than a vile sedative imposed by the ruling classes*" » (p. 208). Ici encore, un coup d'œil aux originaux démontre que la partie en italique renvoie explicitement à l'épistémologie freudo-marxiste et non aux « révisionnistes ». Étant donné que Paul-André Linteau est présenté comme le parangon des révisionnistes, et malgré le fait que Rudin voit des révisionnistes partout, on peut se demander si l'auteur est vraiment conscient de ce qu'il fait lorsqu'il associe Linteau et ses acolytes aux freudo-marxistes ! Il lui aurait suffi d'interviewer Gagnon pour comprendre qu'en effet ce sont les marxistes

québécois qui croyaient que la religion était l'opium du peuple, une citation classique de Marx que Gagnon ne faisait que paraphraser.

Rudin emploie aussi les documents sans égard à leur nature, qu'il s'agisse d'articles historiques publiés dans des revues savantes, d'articles d'opinion ou même de discours politiques d'un premier ministre. Ainsi, commentant les propos de Marcel Trudel sur la Nouvelle-France, il juxtapose (p. 139) un article de 1957 paru dans les *Cahiers de l'Académie canadienne-française* et un discours de 1961, « La séparation, solution de reniement » (une intervention indubitablement politique utilisant l'histoire comme argument contre le séparatisme) comme s'ils étaient cousus du même fil, alors qu'il s'agit de toute évidence de documents fondamentalement différents. La confusion des genres devient surréaliste quand Rudin cite un passage d'un discours de Lucien Bouchard prononcé en 1994 (alors qu'il était chef de l'opposition à Ottawa), censé illustrer la thèse des *révisionnistes* qui tentent de dépeindre les Québécois comme un peuple normal (p. 174) ! Un étudiant inscrit en première année d'histoire à l'université recevrait-il autre chose qu'un E pour une utilisation des sources qui fait montre de si peu de discernement ?

Dans sa recherche désespérée de commentaires critiques adressés aux « révisionnistes », Rudin atteint des sommets d'incompétence (au sens où l'entendrait Chomsky !) dans son traitement de Fernand Dumont, quand il écrit que le célèbre sociologue de Laval a critiqué l'importance que les « révisionnistes » accordent aux « forces anonymes ». Rudin écrit que Dumont attribue la crise culturelle à « the way intellectuals, historians included, *had emphasized the power of "anonymous forces"* (remarquer le pluriel) *to shape the experiences of the individual* » (p. 206). Il ajoute que Dumont « *did think that Quebecers had been shortchanged by the revisionist emphasis on structural factors* ». Afin de permettre au lecteur d'apprécier l'énormité de l'incompréhension dont fait montre Rudin, il m'apparaît important de présenter l'ensemble de l'extrait auquel Rudin fait référence, soit la page 92 de *L'Avenir de la mémoire* :

Pour indiquer, au surplus, que l'abandon des coutumes qui faisaient vivre les Anciens constitue sans doute pour nous une libération, mais qui nous contraint aussi à un devoir : assurer des assises pour l'interprétation de l'histoire et la participation politique. Sans ces conditions indispensables pour la vitalité de traditions nouvelles, c'est le pouvoir anonyme qui, succédant à la mort des coutumes, remplacera les citoyens dans la responsabilité de conférer un sens à l'histoire. Car, rappelait Tocqueville, le pouvoir « aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur, mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages ; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? » Si l'on ne veut pas de cet ensom-

meillement, on doit convenir que se préoccuper de l'avenir de la mémoire n'est pas un divertissement d'esthète mais la volonté de garantir l'avenir de la liberté.

Étant donné le style élégant de Dumont et le fait qu'il n'utilise pratiquement jamais de jargon, il est difficile de ne pas voir qu'il référerait à Tocqueville et que le « pouvoir anonyme » (au singulier, et non « forces » au pluriel) n'était pas les « révisionnistes » mais bien l'État qui tente de contrôler la mémoire collective de ses citoyens. En plus de complètement rater le message de Dumont, Rudin transforme le mot « pouvoir » (au singulier) en « forces » (au pluriel), ces dernières référant ainsi aux facteurs structureaux propres à l'histoire sociale, domaine lui aussi identifié aux « révisionnistes », ce qui renforce l'impression (erronée) que Dumont parlait bien des historiens.

Le relativisme comme voile de l'incompétence

À la fin de son livre, Rudin aborde la question de la nature de l'écriture historique et remarque que « There has been little reflection on the subject in Quebec over the past twenty years » (p. 200). Non seulement ne démontre-t-il pas que ce sujet a intéressé davantage les Canadiens anglais au cours de la même période, mais, à notre plus grand étonnement, il ignore, ou à tout le moins passe sous silence, la publication de deux livres écrits sur ce sujet par des historiens québécois : *L'homme historien*, de Jean Hamelin et Nicole Gagnon, publié en 1979, et *Man and his Past : The Nature and Role of Historiography*, de Serge Gagnon, pourtant publié en anglais en 1982. Ce dernier livre est particulièrement intéressant. On y constate que Gagnon était, à l'époque, assez relativiste, quoique plus subtilement que Rudin, dans sa sociologie des écrits historiques au Québec. Il est frappant que ce livre (tout comme celui de J. Hamelin et N. Gagnon) soit absent de la bibliographie de Rudin, étant donné sa critique systématique de presque tous les autres livres de Serge Gagnon. Bien sûr, il est beaucoup plus simple de négliger ce livre, particulièrement pour ceux qui considèrent qu'il n'y a pas eu de sociologie historique de l'histoire au Québec avant le livre de Rudin. Il n'en demeure pas moins que la plaquette de Gagnon (le livre ne fait que 79 pages !) contient non seulement une présentation concise des principaux courants épistémologiques en histoire, mais plusieurs exemples tirés de l'historiographie québécoise. Par exemple, après un commentaire sur la perspective de E. H. Carr sur le rôle du jugement en histoire, Gagnon offre un exemple tiré de l'historiographie de la Nouvelle-France et écrit :

in the past our historians identified with a kind of source corresponding to a theological understanding of how history unfolds, perfectly consistent with traditional French-Canadian society. In contrast, the disintegration of the traditional framework in turn stimulated a reinterpretation of the past more in keeping with the new values and new goals of Quebec society. The revisionist tendencies are due at least in part to changes in Quebec

society itself, regardless of methodological progress made and the consequent improvements in our knowledge of society under the ancien régime⁵.

Dans son chapitre intitulé « History as Choice », Gagnon donne plusieurs exemples du « intimate link between the author and its public, between ideological production and historical production », non sans lien avec l'objectif de Rudin. Remarquant que le choix du sujet d'une biographie est en soit « already an ideological decision », Gagnon suggère que la publication de *Chiniquy* par Marcel Trudel au milieu des années 1950 « reflected the spirit of the struggle waged by *Cité Libre* to shatter Quebec's Christendom⁶ ». La prédiction suivante est plus intéressante encore : « if in coming years North America emphasize Amerindian history, this will not be unrelated to the rejection of post-industrial capitalist society by a sizeable segment of the young generation eager to return to primitive society ». Il aurait été encore plus près de la réalité s'il avait ajouté que le mouvement de défense des droits collectifs des Premières Nations allait aussi contribuer à ramener le sujet à la surface. Finalement, remarquant que 26 % des thèses sur l'histoire du Canada anglais en cours dans des universités canadiennes en 1967 s'intéressaient à l'un ou à l'autre des aspects de la gauche, Gagnon suggère que ce fait est « intimately related to a growing radicalism in Canada » et à « the emergence of a left-wing school of historical writing in English Canada⁷ ».

Il aurait suffi à Rudin de lire ce livre (et de le prendre au sérieux !) pour se rendre compte qu'il n'était pas nécessaire d'attendre la publication de *That Noble Dream* de Peter Novick pour comprendre les liens entre l'histoire et la société et les limites de l'objectivité. Il aurait pu également saisir la distinction clairement établie par Gagnon entre le *choix* du sujet et la *validité* des conclusions obtenues par le biais des documents et de l'analyse, une distinction complètement absente de l'épistémologie primitive de Rudin. Sans nécessairement endosser complètement la brève mais mordante analyse de Gagnon, force est de constater que sa comparaison du développement de la discipline historique est ancrée dans une analyse sociologique et épistémologique beaucoup plus nuancée que celle de Rudin, ce dernier usant plutôt d'une sociologie (ou psychosociologie) spontanée de l'histoire qu'il tente de légitimer en faisant rituellement référence à Novick, un auteur par ailleurs beaucoup plus sophistiqué que ce que la version simplifiée à l'extrême de Rudin donne à voir.

On pourrait discuter longuement de la méthodologie employée par Rudin pour analyser l'évolution de l'histoire au Québec, mais je crois avoir fourni suffisamment d'exemples pour démontrer que, quoique « provocateur » en effet, ce livre n'est pas une contribution sérieuse à la discipline. Bien sûr, le lecteur y trouvera certaines bonnes histoires qui en font une lecture diver-

tissante. Par ailleurs, un relativiste convaincu dirait certainement que les problèmes soulevés ici sont des « détails ». Après tout, les traductions libres et l'imputation gratuite de motifs sont certainement acceptables dans la mesure où il n'y a pas de vérité et qu'en conséquence une phrase n'a pas de substance ou de signification vraie ou même probable. Comme le disait Nietzsche : « il n'y a pas de faits seulement des interprétations », et chacun peut bien traduire une phrase comme bon lui semble pour ajuster les propos des autres à ses propres idées. Mais Nietzsche a tort et, en fait, comme l'écrivait Stendhal, « plus de détails, plus de détails disait-il à son fils, il n'y a d'originalité et de vérité que dans les détails ».

Mais il est surtout important de noter que la quête de savoir est une poursuite collective qui est fondamentalement basée sur la confiance. En acceptant de discuter des idées et des faits mis de l'avant par un collègue, chacun admet implicitement que le travail en question mérite d'être discuté parce qu'il répond adéquatement aux normes courantes de la discipline. Malheureusement, ce n'est pas le cas du livre que je critique aujourd'hui. La thèse simpliste sur les relations entre l'histoire et la société déployée dans ce livre appartient à la sociologie d'il y a 50 ans⁸, et n'est en fait qu'un pamphlet dénonçant les tendances historiographiques des trente dernières années et réglant des comptes avec le passé. Nous devons donc attendre encore la venue d'une contribution sérieuse, rationnelle et distanciée qui nous permettra de *comprendre* (et non de *juger*) l'histoire de l'écriture historique au cours du XX^e siècle au Québec⁹. Car s'il est vrai, comme le dit Carl Berger, que les Canadiens anglais *écrivent* l'histoire (*writing history*), et que, selon Rudin, les Canadiens français *font* l'histoire (*making history*), alors ce dernier, en tant qu'historien Canadien anglais vivant au Québec, a fait un pas de plus en fabriquant l'histoire (*making up history*).

Post-scriptum ethnographique

Le livre de Rudin a soulevé de nombreux débats parmi les historiens québécois depuis sa publication, particulièrement au sein de ce *Bulletin*. Au moins trois débats publics ont été tenus en présence de l'auteur, et le livre a été traduit en français moins d'un an après sa publication originale en anglais.

Ayant observé certains de ces événements, je dois admettre que j'ai été frappé de constater qu'aucun des commentateurs invités, tous des chercheurs compétents et même chevronnés, n'a soulevé l'ensemble des failles méthodologiques du livre. Seules exceptions exprimées par écrit, Serge Gagnon et Paul-André Linteau, qui avaient tout intérêt à clarifier l'affaire, étant donné la charge que leur consacrait Rudin. Même eux cependant se sont limités à souligner les problèmes les concernant directement. Gagnon n'a discuté que du traitement réservé à ses commentaires sur Garneau et a oublié (par politesse ?) la perle sur les structuro-fonctionnalistes. Pour sa

part, Linteau s'est, avec son collègue Fernand Harvey, opposé fermement (et avec raison) à la manière dont ses phrases ont été « traduites » par Rudin¹⁰. Quant aux commentateurs réunis aux diverses « tables rondes » ils ont tout simplement discuté de la « thèse » de Rudin, comme si cette dernière reposait sur des bases solides et cohérentes, les objections de Gagnon et Linteau apparaissant comme des « détails ».

Lorsque, au cours d'une de ces rencontres et après l'intervention des commentateurs invités, je levai ma main pour soulever certains problèmes élémentaires présentés ici, il fut très instructif de constater non seulement le malaise de Rudin et son incapacité de me répondre (même en anglais !), mais également la surprise des commentateurs, comme s'ils s'étaient soudain rendu compte qu'ils avaient lu le livre trop rapidement pour y porter véritablement attention, trop prompts à participer à un débat « provocateur » (c'est tellement important de nos jours !), ne serait-ce que pour avoir une tribune pour exprimer leurs idées, quitte à user du livre de Rudin comme prétexte.

J'ignore si ces micro-événements sont liés aux problèmes du « marché universitaire » que j'ai soulevés en introduction. Cependant, ils suggèrent assurément que le pathos du relativisme, selon lequel « anything goes », semble congruent avec la difficulté de nombreux intellectuels à appliquer à leurs pairs (leurs « collègues ») les principes méthodologiques de base qu'ils continuent pourtant d'enseigner à leurs étudiants. Comprennent-ils vraiment que l'abandon de ces acquis collectifs de la discipline, qui seuls rendent possible l'analyse objectivante et critique des événements historiques, est le meilleur moyen d'accélérer le déclin du travail intellectuel ? Lionel Groulx avait raison : une telle façon de travailler « fausse complètement leur travail ».

NOTES ET RÉFÉRENCES

* Ce texte est la traduction de l'essai « Making Up History » paru dans le numéro de juillet 1999 de la *Literary Review of Canada*. Je tiens à remercier Brigitte Gemme pour son habile traduction, que j'ai bien sûr modifiée ici et là, et Louise Bienvenue pour ses excellentes suggestions stylistiques. Bien que l'auditoire d'abord visé ait été celui des historiens canadiens-anglais, mon ami Robert Comeau, qui a beaucoup fait pour diffuser les thèses de Rudin, a cru que cet essai pourrait également intéresser les lecteurs du *Bulletin*. Quant à la version française du livre de Rudin, les quelques corrections de traduction qui y ont été faites n'affectent en rien la critique générale proposée ici.

1. Cité par Ronald Rudin, *Faire l'histoire au Québec*, p. 139. Ce texte de Groulx est ainsi traduit en anglais par Rudin dans l'édition originale du livre (p. 116) : « Much like you, I deplore [...] their tendency to contradict whatever older historians had written [...]. Much like you, I fear that the way in which they work — which has nothing to do with the scientific method — invalidates their findings. »

2. La version française a corrigé cette « erreur » qui, on le voit ici, est plus qu'une simple « coquille ».

3. Pour plus de détails, voir Frère Marie-Victorin, *Science, culture et nation*, textes choisis et présentés par Yves Gingras, Montréal, Boréal, 1996.
4. Yves Gingras, *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2, hiver 1995, p. 41.
5. Serge Gagnon, *Man and His Past. The Nature and Role of Historiography*, Montréal, Random House 1982, p. 20.
6. *Ibid.*, p. 52.
7. *Ibid.*, p. 52-53.
8. Pour plus de détails sur la sociologie spontanée de Rudin, voir Yves Gingras, *op. cit.*, p. 40.
9. Pour un excellent début, fondé sur une connaissance approfondie de la sociologie des disciplines scientifiques, voir Patrice Régimbald, *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 2, automne 1997, p. 163-200.
10. Voir les échanges entre Rudin et Paul-André Linteau et Fernand Harvey dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 3, hiver 1998, p. 419-429.

Ndlr

Nous ferons paraître la réplique de Ronald Rudin à ce texte dans le prochain numéro de septembre 2000.

Commentaire du livre *Oublier la Révolution tranquille* (Gilles Paquet)

•••

Éric Pineault
Département de sociologie, UQAM
GRADIP

L'auteur de *Oublier la Révolution tranquille* semble avoir réussi son pari : s'imposer dans le débat sur l'avenir du rapport de l'État québécois à la société en proposant une radicalisation du tournant néo-libéral de la régulation sociale et économique, initié déjà depuis une vingtaine d'années. En effet, depuis la parution de son livre, Gilles Paquet est devenu un interlocuteur incontournable dans ce débat. Or cette réception repose plus sur le contexte dans lequel le livre est apparu, c'est-à-dire la remise en question globale du projet social-démocrate québécois par l'ensemble de ses protagonistes traditionnels, que sur la qualité scientifique d'un ouvrage dont le contenu relève davantage du pamphlet. Avant de présenter mes réserves et mes critiques vis-à-vis du contenu de l'ouvrage, j'aimerais situer l'argument et le projet de l'auteur qui me semblent, par ailleurs, d'une originalité et d'une limpidité rafraîchissantes.

Oublier la Révolution tranquille a l'avantage (pour sa diffusion) et l'inconvénient (pour sa qualité scientifique) de se faire l'écho des slogans d'une certaine critique néo-libérale de l'État, mais sa véritable originalité est de présenter une nouvelle alternative au providentialisme dans le contexte du débat sur l'avenir de la régulation politique au Québec. En effet, à l'étatisme hérité de la Révolution tranquille, Paquet oppose un communautarisme calqué sur des projets véhiculés par une partie importante du mouvement néo-conservateur nord-américain¹.

L'ouvrage s'appuie sur un double constat : premièrement, l'émergence d'une nouvelle économie à laquelle le modèle de développement québécois hérité